

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr. ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. ; Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne RÉCLAMES : 25 centimes — On traite à forfait.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 45, 7 33, 8 32, 9 33, 11 41, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35, s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 21, 8 23, 9 21, 11 02. Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 90

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Lafitte-Buclier, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 1^{er} FEVRIER 1874

BULLETIN DU JOUR

Sans être bien intéressante, la séance d'hier de l'Assemblée nationale a été cependant fort animée. M. Lockroy, auteur de plusieurs vaudevilles médiocres et d'articles de journaux dans lesquels il imite la manière de Rochefort, a cru qu'on s'improvisait financier comme on s'improvisait chroniqueur; c'est-à-dire sans études préalables. Mal lui en a pris, car il a successivement abordé les questions soulevées hier par M. le ministre des finances avec une insuffisance qui étonnait jusqu'à ses amis. Voyant son insuccès, il a cherché à prendre une revanche en attaquant l'ordre social, en prétendant que nous étions gouvernés par une aristocratie financière qui voulait réduire le commerçant, l'industriel, le paysan, l'ouvrier au chômage; il a parlé des « classes spoliatrices » qui ruinaient le pays à leur profit. Le Président l'a invité deux fois à rétracter les paroles qu'il avait prononcées, et sur son refus l'a rappelé deux fois à l'ordre avec inscription au procès-verbal, ce qui prive M. Lockroy de son traitement de député pendant un mois.

Empressons-nous d'ajouter que le jeune député des Bouches-du-Rhône sera peu sensible à ce petit désagrément car, par sa fortune, il appartient aux « classes spoliatrices », puisqu'il est plusieurs fois millionnaire.

M. Dufournel a fait justice en quelques paroles pleines de sens des déclamations de M. Lockroy et l'Assemblée ne lui a marchandé ni son approbation ni ses applaudissements.

Les journaux allemands font grand bruit des meetings protestants tenus à Londres. Ils veulent y voir non-seulement une explosion des sentiments libéraux de l'Angleterre, mais encore une approbation sans réserve des procédés mis en usage par le cabinet de Berlin pour vaincre l'ultramontanisme. La Gazette de Spener, qui abonde en ce sens, voit même déjà toute l'Angleterre conquise à la politique militante de M. de Bismark, et elle espère que son exemple exercera une heureuse influence sur la Belgique pour la déterminer à entrer dans les mêmes voies.

Ce sont là des exagérations qu'il est bon de dissiper. En Angleterre, comme en Belgique, on s'abstient de juger des procédés qui peuvent être de mise en Allemagne, mais qui répugnent aux mœurs et aux habitudes de l'Angleterre, qui sait pratiquer la liberté et qui commence à abandonner ses vieux préjugés contre le catholicisme.

M. de Bismark doit du reste mieux apprécier maintenant le véritable état des choses, s'il est vrai, comme on le prétend, qu'il ait présenté des observations au gouvernement anglais sur l'attitude des évêques et des journaux catholiques d'Outre-Manche et que ces

observations aient été écartées sans examen par le ministère Gladstone.

Quant à la Belgique, les journaux libéraux de ce pays s'unissent à leurs confrères catholiques pour signifier au grand chancelier qu'il n'a rien à voir dans leurs affaires intérieures. Nous allons voir ce que diront les organes de M. de Bismark de cette fin de non-recevoir.

Une dépêche de Berne d'hier, dit : « Par suite des agitations persistantes du clergé ultramontain, le gouvernement de Berne interdit aux prêtres révoqués le séjour dans le Jura bernois. Les ecclésiastiques se renfermant dans le devoir seront exemptés de cette mesure. »

Ce qui signifie que tous les prêtres catholiques qui ne voudront pas apostasier seront exilés de leur pays par les républicains libéraux de Berne. Nous constatons pour la centième fois que les organes républicains français ne dissimulent pas leur satisfaction de ce qui se passe en Suisse; ils nous donnent ainsi un avant-goût de ce qu'ils feraient chez nous s'ils étaient les maîtres.

D'Espagne, on télégraphie que Bilbao n'est pas débloqué.

Un journal du soir a annoncé que « le bruit d'une crise ministérielle courait à Versailles. » Le Français dit que c'est une nouvelle « absolutisme fausse. »

On lit dans l'Union :

« Nous croyons savoir que le gouvernement allemand a soumis au gouvernement anglais des observations sur l'attitude de la presse catholique et des évêques catholiques de la Grande-Bretagne, et que la réponse du cabinet anglais n'a pas été de nature à encourager les prétentions de M. de Bismark. »

On lit dans la Patrie :

Les radicaux fondent les plus grandes espérances sur l'interpellation relative à la loi des maires, et ils disent ouvertement que les dispositions d'une grande partie de la droite assurent la majorité à un vote qui renversera le ministère. Dans le cas où la crise qu'ils viennent de provoquer, sur les conseils de M. Thiers, aurait ce résultat, ils en profiteraient pour proposer séance tenante la dissolution de l'Assemblée, et ils espèrent que, dans l'état de désarroi où se trouveraient alors toutes les fractions conservatrices, cette proposition aurait les plus grandes chances de passer. De nouvelles élections devant, dans leur opinion, amener une majorité radicale, l'interpellation aurait ainsi pour conséquence dernière et forcée un changement gouvernemental au profit de M. Thiers et du radicalisme.

Tel est le plan que développait hier, dans des conversations intimes, plusieurs notabilités de la gauche.

Nous savons, d'autre part, que, malgré les dénégations du Bien public, jamais les conciliabules entre M. Thiers et les chefs du radicalisme n'ont pas été plus nombreux et plus longs.

LETTRÉ DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 31 janvier 1874.

Les comités bonapartistes s'agitent beaucoup. Ils s'occupent déjà d'organiser de grandes manifestations pour le 16 mars prochain en l'honneur de la majorité du prince impérial. Les meneurs voudraient que, pour cette époque, le prince fixât sa résidence, pendant quelques jours, sur le continent, plus près de Paris, afin de recevoir des visiteurs plus nombreux. Mais il faudrait qu'il s'éloignât de l'impératrice, ce qui serait déjà un premier acte d'émanicipation.

On dit que plusieurs des princes Murat se sont mis du parti du prince Napoléon.

Les bonapartistes, qui possèdent déjà le Pays, le Constitutionnel, l'Ordre, le Gaulois; qui, par M. Soubeyran, propriétaire de la Patrie et de Paris-Journal; par M. Emile de Girardin, propriétaire du Petit Journal, peuvent d'un jour à l'autre, disposer de ces dernières feuilles, viennent encore d'acquiescer le Soir et cherchent à acheter d'autres journaux. Il paraît donc que l'argent ne manque pas aux comités bonapartistes.

J'appelle votre attention sur l'article publié, ce soir, en tête de l'Assemblée nationale, sous ce titre : Le Septennat.

Les journaux anglais constatent que le meeting tenu à Londres, le 27 janvier, pour encourager le gouvernement prussien dans ses persécutions contre les catholiques d'Allemagne, a fait un fiasco complet. Le bon sens public a compris, en Angleterre, tout ce qu'il y avait tout à la fois d'odieuse et de ridicule à donner, au nom d'une prétendue liberté de conscience, son approbation aux plus sauvages attentats contre cette liberté.

Le correspondant romain du Journal des Débats est bien affligé, les étrangers ne viennent plus à Rome; il dit : « Notre futur carnaval s'annonce sous de tristes auspices, Rome n'a reçu cette année qu'un très petit nombre de visiteurs, et il n'est point de beau carnaval sans un grand concours d'étrangers semant à pleines mains les guinées, les dollars, les roubles, les thalers ou les florins. Les Romains souffrent de cet état de choses, qui vient aggraver leurs conditions économiques, déjà peu prospères. »

Le correspondant romain fait l'aveu que l'une des causes de la rareté des étrangers à Rome, c'est que la capitale de la catholicité a perdu l'un de ses principaux attraits par la suppression des solennités religieuses de la semaine sainte, qui attireraient non-seulement un grand nombre de fidèles, mais aussi beaucoup d'incrédules qui aimaient à assister à ces fêtes comme à des spectacles.

L'histoire prouve que, sans le règne spirituel et temporel de la papauté, Rome devient déserte et tombe dans la misère. Telle a été sa situation pendant toute la durée du séjour des papes à Avignon. Napoléon I^{er}, après l'usurpation des Etats-Pontificaux, avait envoyé à Rome un habile préfet, le comte Tournon; il n'a pu rendre à cette capitale la vie qui lui manquait par l'absence du pape. Aucune souveraineté ne peut rester à Rome à côté des souverains pontifes. Les empereurs d'Occident ont été forcés de partir et de transporter le siège de leur souveraineté à Constantinople.

Victor-Emmanuel se sent mal à l'aise à Rome et y réside le moins qu'il peut.

Les députés eux-mêmes éprouvent une invincible répugnance à séjourner dans la capitale de la catholicité. Il faudra donc que la révolution à son tour, suive tôt ou tard l'exemple des empereurs d'Occident.

On lit dans le Mémorial diplomatique : « Nous recevons de plusieurs capitales de l'Europe des correspondances portant que les grandes puissances ne jugent pas opportun, quant à présent, de reconnaître officiellement le gouvernement du maréchal Serrano. Les progrès récents des carlistes et la faiblesse relative des troupes envoyées à Madrid ne sont pas étrangers à cette résolution. Les auteurs de la révolution de septembre 1868, en licenciant alors l'armée, se sont privés ainsi eux-mêmes d'une puissante organisation qu'ils s'efforcent aujourd'hui, mais tardivement, de rétablir. »

Les actes du triumvirat Serrano-Topete-Sagasta, confirment nos premières informations qui ont démenti que les chefs de cette nouvelle révolution Espagnole eussent en vue une restauration alphonstiste.

En dépit de prières par trop humbles, aucun général, aucun gouverneur, (préfet) du temps de Dona Isabelle n'a été réplacé.

Un grand nombre de cercles établis pour rallier les alphonstistes ont été fermés.

Quant aux journaux qui leur sont dévoués ils sont plus surveillés qu'aucun autre.

Le Temps, journal fondé par Dona Isabelle de Bourbon, dirigé par ses meilleurs amis, n'a pas trouvé grâce devant l'ancien régent.

La Semaine financière, très-favorable au gouvernement de Versailles, fait, comme il suit, le tableau de la situation actuelle :

« A l'intérieur, la situation conserve une physionomie incertaine; et il n'est toujours pas facile de la caractériser et de la définir. Les commissions parlementaires mettent un louable empressement à discuter les divers problèmes de notre organisation future; mais ces solutions tant ajournées, tant attendues, qui peut dire encore quelles elles sont, et quand elles verront le jour ? »

Ceux-là mêmes qui se sont le plus sincèrement et le plus fortement rattachés à l'institution des pouvoirs actuels sont quelque peu déconcertés du redoublement d'attaques auquel est en but le septennat, précisément depuis qu'une circulaire du ministre de l'intérieur a prétendu le placer au-dessus de toute atteinte.

Tant que l'équivoque restera permise en haut, comment la confiance pourrait-elle se rétablir en bas ?

Le pays est calme; mais content, mais prospère, nul ne saurait le dire; les témoignages abondent du contraire. Les affaires souffrent cruellement de cette situation ballottée où ce n'est plus seulement l'avenir, mais le présent lui-même qui est incessamment mis en question. »

Il s'est passé, hier, à la salle des ventes une assez curieuse scène :

Une importante vente de tableaux se faisait et il y avait surtout un Bellini très recherché; plusieurs des princes d'Orléans étaient présents. M. Thiers était là, prenant des notes et très attiré par le Bellini; pendant qu'il regardait ce tableau, le prince Napoléon entre avec un certain fracas. M. Thiers se retourne et, en voyant le

prince, s'éloigne vite à l'autre bout de la salle; ce mouvement, très remarqué; a fait rire les assistants.

P. S. — On lit, ce soir, dans la Presse, qui reçoit les informations de M. le duc Decazes, la note suivante :

« Nous apprenons que le gouvernement est tout entier parfaitement décidé à faire tenter des poursuites contre les journaux qui se livreraient à des attaques contre le septennat et qui en contesteraient la légalité. »

« Un vote solennel de l'Assemblée nationale, usant de son pouvoir constituant, a placé, durant sept années, l'autorité du maréchal de Mac-Mahon au-dessus des atteintes des partis et de toute contestation. »

« Le gouvernement veut résolument faire respecter ce vote. »

DE SAINT-CHÉRON.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET

Séance du samedi 31 janvier.

La séance est ouverte à 2 h. 30.

La lecture du procès-verbal ne donne lieu à aucun incident.

M. HERVÉ DE SAISY dépose un projet de résolution portant que l'Assemblée ouvrira le 1^{er} mai prochain, au plus tard, la discussion publique du budget de 1875.

L'orateur demande l'urgence, qui est mise aux voix et repoussée.

L'Assemblée continue la discussion du projet de loi concernant les nouveaux impôts.

M. LOCKROY combat le système du ministre des finances et celui de la commission, auxquels il reproche une élaboration hâtive. L'orateur reproche à la majorité de l'Assemblée de négliger l'intérêt du pays pour les préoccupations politiques.

M. LOCKROY, émet l'opinion que l'on va chercher l'argent là où il n'est pas, au lieu d'aller le chercher là où il est.

L'orateur défend les amendements de MM. Léon Say, Féry et Lanel.

Il propose de supprimer les subventions et les garanties que l'Etat accorde aux grandes Compagnies, en vertu des traités passés par le gouvernement précédent.

L'orateur reproche à ce propos une chose, qu'il appelle l'aristocratie financière, de conduire les ouvriers au chômage. (Vives protestations à droite.)

Le président invite l'orateur à s'expliquer. Les explications de M. Lockroy ne paraissent pas satisfaisantes, le président le rappelle à l'ordre.

L'orateur parle d'une classe qu'il qualifie de spoliatrice.

Le président l'invite de nouveau à s'expliquer.

M. LOCKROY déclare qu'il n'a rien à rétracter et est de nouveau rappelé à l'ordre, avec inscription au procès-verbal.

L'orateur termine en déclarant que, si les populations sont agries et implacables, la faute en est aux gouvernements qui méconnaissent la justice. (Vive agitation. A l'ordre! à la censure!)

Le président invite encore une fois M. Lockroy à expliquer ses paroles, qui ressemblent à un appel à la révolte.

M. LOCKROY proteste contre cette interprétation.

M. DUFOURNEL reproche à M. Lockroy d'exposer la doctrine de Proudhon.

M. LANGLOIS déclare que cette assertion est fautive.

le parc.

L'homme lui jeta un regard vif dont l'expression dure me frappa.

— Il est probable que tout en causant et discutant, disons le mot, madame avait franchi le talus très-peu élevé en cet endroit.

— Hélas! il faut bien le supposer, souffrira la jeune fille.

L'homme crut devoir ajouter à ce récit, infiniment plus détaillé que celui qu'il avait fait sommairement au duc de X..., que, malgré sa hâte à porter secours, il n'avait pu arriver au bord de l'étang qu'à peu près en même temps que moi, et que je me souvenais bien du reste.

Je remarquai que cet entretien, qui avait lieu dans le cabinet de travail de M. Liemann, eut pour la première fois, depuis l'événement douloureux, le pouvoir d'arracher le triste mari à sa torpeur.

Ployé comme un vêtement abandonné sur le divan du cabinet, il avait ouvert les yeux à la voix du narrateur, dont la parole, très nette et discrètement voilée, arrivait parfaitement jusqu'à lui.

Certes, si le récit avait été exagéré ou dénaturé, l'occasion était facile de le démentir ou d'en rectifier les détails; d'autant mieux que le banquier n'y jouait pas un rôle flatteur.

Il n'en fit rien cependant, et je pus, au contraire, lire sur sa physionomie altérée le reflet d'une sorte de satisfaction intérieure en voyant les faits pré-

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 2 FEVRIER 1874

— 8 —

MARI DE LAURENCE

Par M^{me} Claire de CHANDENEUX

PREMIÈRE PARTIE Récit

Il me sembla comprendre qu'il avait assisté à l'accident, sans bien saisir les détails très-brefs qu'il en donnait. Je vis seulement, alors, aux lumières, que c'était un homme de trente-cinq ans environ, misérablement vêtu d'un costume éraillé par la débâche plutôt que par l'usure, avec des chaussures inavouables, des mains blanches, une voix enrouée et un front surséché.

Cet être déclassé, peut-être d'apparence très-sympathique, ne semblait ni intimidé par l'entourage élégant qui le coudoyait, ni attristé par le spectacle où il venait de jouer un rôle.

De minute en minute, au contraire, son assurance semblait grandir. Il demandait une voiture et insinua à M. Liemann qu'il fallait emporter au plus tôt la malheureuse victime.

Je voyais cela comme en un rêve, ne comprenant guère qu'une chose c'est que Laurence était morte. M. Liemann habéte, moi tout ahuri, il était heureux

que ce personnage déguenillé eût le sang-froid qui nous manquait.

Le duc de X... voulut retenir M. Liemann, espérant toujours, disait-il, que les soins du docteur allaient opérer un miracle. Mais le docteur ne l'espérait plus.

M. Liemann ne retrouva la parole que pour dire, à demi-voix, à l'inconnu si officieux :

— Vite emmenez-nous!

Celui-ci ne se le fit pas répéter. On amena la voiture du banquier. Les femmes de la duchesse apportèrent des coussins et des chales, on coucha le jeune cadavre dans le fond de la calèche. Liemann s'effondra sur le devant. Je m'assis près de lui. L'homme monta sur le siège, et le lugubre cortège s'ébranla au milieu des invités éfarés, qui se dispersaient comme une troupe d'oiseaux frappés de terreur.

Si rapidement que marcha notre voiture elle fut devancée par la rumeur de l'événement. Sur son passage, il se formait des groupes, malgré l'heure avancée de la nuit.

En traversant le Prater, j'entendis des jeunes gens se questionner.

— Qu'est-il arrivé ?

— C'est le banquier Liemann qui s'est grisé et a noyé sa femme.

M. Liemann poussa une exclamation sourde. Lui aussi avait entendu, le malheureux.

Je ne sais pourquoi cette supposition, tout horrible et mensongère qu'elle fût,

me causa une sensation glaciale.

Nous arrivâmes à l'hôtel Liemann. Un maître d'hôtel et une cuisinière, seuls, nous reçurent. Le reste de la livrée attendait les maîtres au château de Stoneim.

J'y avais bien songé, mais j'avais voulu épargner à mes cousines l'affreuse émotion de ce retour.

Toutefois, l'absence des domestiques et des femmes de chambre, surtout, me contrariait vivement. L'homme se chargea d'y suppléer.

Adroit, ingénieux, infatigable, il transporta la morte dans son appartement, entouré le lit de bougies allumées, demanda de l'eau bénite, envoya chercher un prêtre et des religieuses, pour la veille funèbre, et ne s'arrêta que lorsqu'il fut satisfait de la chapelle ardente qu'il venait d'improviser.

Pendant ces préparatifs, j'avais envoyé un exprès à mon oncle. Il arriva peu après avec Wilhelmine; Mme de Stoneim et Hedwige les rejoignirent quand il fit grand jour.

En revoyant ma cousine, toute en larmes et m'interrogeant d'une voix pénétrante, je retrouvai l'impression de tout ce que j'avais ressenti pendant cette nuit atroce. Je lui dis ce que je savais, ce que je présentais, une querelle, une chute, une fatalité mortelle.

L'homme m'écoutait en silence. — Tenez, dis-je à Wilhelmine, voilà celui qui nous a aidés. Peut-être sait-il